

1^{er} février 2021

(21-0844)

Page: 1/1

Conseil général

**DÉROGATIONS
1995-2020**

NOTE DU SECRÉTARIAT¹

*Corrigendum**

La note de bas de page 33 doit se lire comme suit:

"Cette décision ministérielle a été adoptée en application de la dérogation concernant le traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des pays les moins avancés adoptée en 2011 (WT/L/847) et de la Décision sur la mise en œuvre effective de la dérogation concernant le traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des pays les moins avancés adoptée en 2013 (**WT/MIN(13)/43-WT/L/918**). **Voir aussi les pages 9 et 11 ci-dessous.**"

La note de bas de page 34 doit se lire comme suit:

"À la Conférence ministérielle de Nairobi, les Ministres ont décidé de proroger la dérogation adoptée en 2011 concernant le traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des pays les moins avancés (WT/L/847). **Voir aussi la page 11 ci-dessous.**"

La note de bas de page 43 doit se lire comme suit:

"Cette décision ministérielle a été adoptée en application de la dérogation concernant le traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des pays les moins avancés adoptée en 2011 (WT/L/847). Elle ne constitue pas une nouvelle dérogation. **Voir aussi la page 11 ci-dessous et la page 7 ci-dessus.**"

La note de bas de page 53 doit se lire comme suit:

"Deux décisions ont été adoptées ultérieurement par la Conférence ministérielle en application de cette dérogation: une en 2013 (WT/MIN(13)/43-WT/L/918) et une autre en 2015 (WT/MIN(15)/48-WT/L/982). **Voir aussi les pages 7 et 9 ci-dessus.**"

La note de bas de page 54 doit se lire comme suit:

"À la Conférence ministérielle de Nairobi, les Ministres ont décidé de proroger la dérogation jusqu'au 31 décembre 2030 (WT/MIN(15)/48-WT/L/982). **Voir aussi la page 7 ci-dessus.**"

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

* En anglais et en français seulement.